

In Magazine n°191 - Mai / Juin 2020

9 mai 2020

Santé, mensonges et pandémie

En mai 2005, dans un rapport parlementaire sur le risque épidémique sont exposées les conditions de protection, avec l'idée qui sera sans cesse répétée jusqu'à aujourd'hui, qu'il s'agit de gagner du temps pour laisser aux scientifiques le soin de trouver un médicament puis, plus tard, un vaccin. Le masque est considéré très efficace. En 2006, en prévision d'une épidémie respiratoire sévère, l'État prévoit donc de stocker des dizaines de millions de masques, y compris les fameux FFP2.

Après les critiques du surstockage lors de la grippe H1N1, l'État s'est donc désarmé peu à peu, au risque de mettre en danger les citoyens, à commencer par les professionnels de santé non hospitaliers. Le principe comptable a supplanté le principe de précaution en générant de la pénurie.

Ceci oblige les actuels membres du gouvernement à expliquer péniblement, au détriment des recommandations de l'OMS et à rebours des cas asiatiques, que le masque ne sert à rien pour une grande partie de la population ou qu'on ne sait pas s'en servir. Ce serait donc à propos que l'État n'adopte pas une stratégie « asiatique » de protection de ses citoyens par des masques et du gel de désinfection massivement distribué, couplée à des tests en quantité(1).

Avec la mondialisation de l'économie, la production de principes actifs des médicaments a été délocalisée dans des pays à faibles coûts de main d'œuvre, ce qui présente, en cas de crise grave, un risque de rupture d'approvisionnement. Pour regagner l'indépendance sanitaire, il faut relocaliser la production de médicaments essentiels en Europe et en France.

La casse organisée de l'hôpital public(2) a fragilisé notre système de santé et réduit dramatiquement la capacité à faire face à une crise sanitaire de cette ampleur. Le 4 mars, Laurence Cohen rappelait au Sénat : « ... depuis un an, les

personnels soignants conduisent une action pour dénoncer la crise que vit l'hôpital, à la suite des politiques de restrictions budgétaires mises en place depuis des dizaines d'années et accentuées par Agnès Buzyn. Les grèves, les mouvements unitaires allant des aides-soignants jusqu'aux chefs de service ont dénoncé, et continuent de le faire, la politique dévastatrice pour notre système de soins que mène votre gouvernement. » (3)

Après les carences de la prévention, l'exécutif a tardé à prendre les mesures adaptées à l'urgence de la situation. Le confinement de la population - indispensable - a laissé de nombreux travailleurs exposés sans aucune protection, d'autres, confinés, avec de très faibles ressources. Les conséquences sociales tout autant qu'économiques seront énormes. Le président a redécouvert les vertus de l'État-providence, pour le restaurer, il lui faudra en restituer les moyens.

Christian Méchain, rédacteur en chef